

SEANCE DU JEUDI 05 SEPTEMBRE 2024

Présents : M. DEGEY, Président f.f..
Mme BONNI et M. GODIN, Membres du Collège de Police.
Mme BASAULA NANGI, M. BERRENDORF, M. CELIK, Mme DARRAJI, M. DENIS,
M. EL HAJJAJI, M. FALZONE, M. FORMATIN, M. GALLASS, Mme LEVEQUE, Mme
MONVILLE, M. NAJI, Mme OZER, M. POLIS, M. RENARD, M. SCHONBRODT, Mme
STINI, M. STOFFELS, M. THOMAS, Mme TINIK et M. WYDOOGHE, Membres.
M. BARBIER, Chef de Corps.
Mme GAROT, Secrétaire.
 Décisions n°068 à 073

Monsieur Naji est excusé. Monsieur Gallass est arrivé en fin de séance.

LA SEANCE EST OUVERTE A 20h05

068 Conseil du 20.06.2024 – Procès-verbal – Approbation

Approuvé avec 13 OUI et 4 abstentions.

069 Finances – Décision de la Ministre de l'Intérieure concernant la dotation communale 2024 de la Commune de Pepinster – Requête en annulation au Conseil d'Etat par la Commune de Pepinster – Requête en intervention au Conseil d'Etat – Autorisation d'ester en justice

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la nouvelle loi communale en son article 270 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la décision n° 140 prise par le Collège de police en séance du 26 août 2024,

Vu la décision de la Commune de Pepinster du 5 février 2024 fixant la dotation communale 2024 à la Zone de police ;

Vu la décision du Gouverneur de la Province de Liège du 23 février 2024 qui a approuvé la décision de la Commune de Pepinster moyennant rectificatif ;

Vu le recours introduit par la Commune de Pepinster auprès de la Ministre de l'Intérieur ;

Vu la décision de la Ministre de l'Intérieur du 27 mai 2024 qui a rejeté le recours introduit par la Commune de Pepinster ;

Vu la requête en annulation déposée par la Commune de Pepinster contre la décision de la Ministre de l'Intérieur du 27 mai 2024 qui a rejeté le recours introduit par la Commune ;

Considérant que la Zone Vesdre a un intérêt à intervenir à la cause ;

Considérant qu'une requête en intervention peut être introduite dans un délai de 60 jours à dater de la notification de la requête en annulation par le greffe du Conseil d'Etat ;

A l'unanimité des membres présents,

DECIDE :

D' autoriser le Collège de police à déposer une requête en intervention au Conseil d'Etat dans le dossier G/A 242 411/XV-6032.

La présente délibération sera transmise au Cabinet d'Avocats BOURTEMBOURG, au Gouverneur de la Province de Liège et à la Ministre de l'Intérieur pour l'exercice de la tutelle spécifique générale.

070 Modification budgétaire n°1 de 2024 - Arrêté d'approbation du Gouverneur

Le Conseil de police prend acte de l'arrêté du Gouverneur de la Province de Liège du 28 juin 2024 qui a approuvé la délibération du Conseil de police du 30 mai 2024 arrêtant la modification budgétaire n°1 de 2024 de la Zone.

071 Comptes 2023 – Arrêté d'approbation du Gouverneur

Le Conseil de police prend acte de l'arrêté du Gouverneur de la Province de Liège du 24 juin 2024 qui a approuvé la délibération du Conseil de police du 28 mars 2024 arrêtant le compte budgétaire 2023 de la Zone.

072 Finances – Requête d'appel déposée par la Commune de Pepinster contre le jugement prononcé le 27 mai 2024 par la 3^{ème} chambre civile du Tribunal de Première Instance de Liège – Division Verviers

Le Conseil de police prend acte de la requête d'appel déposée par la Commune de Pepinster contre le jugement prononcé le 27 mai 2024 par la 3^{ème} chambre civile du Tribunal de Première Instance de Liège – Division Verviers.

LA SEANCE PUBLIQUE EST LEVEE A 20h15

LA SEANCE A HUIS CLOS EST REPRISE IMMEDIATEMENT.

073 Personnel - Pension pour inaptitude physique à titre définitif – Réception du procès-verbal de la Commission d'aptitude – Information au Conseil

LA SEANCE EST DEFINITIVEMENT LEVEE A 20h20

La secrétaire,
Kathleen GAROT

Le Président f.f.,
Maxime DEGEY

SEANCE DU CONSEIL DE POLICE DU JEUDI 05 SEPTEMBRE 2024